

DOSSIER 2 :

« Discours de Vladimir Poutine, 1^{er} mars 2018 »

Nous avons connu des transformations importantes et difficiles et nous avons été capables de surmonter de nouveaux défis économiques et sociaux extrêmement complexes, nous avons préservé l'unité de notre pays, édifié une société démocratique et l'avons mise sur la voie de la liberté et de l'indépendance. Nous avons assuré la viabilité et la stabilité de presque tous les domaines de la vie, ce qui est essentiel pour un immense pays multi-ethnique comme le nôtre, avec sa structure fédérative complexe et la diversité de ses cultures, avec des clivages historiques qui sont encore présents dans la mémoire du peuple (...).

Aujourd'hui, la Russie se classe parmi les pays chefs de file dans le monde, avec un fort potentiel, tant pour l'économie à l'exportation que pour la défense. Mais nous n'avons pas encore atteint le niveau requis pour garantir la qualité de vie et la prospérité de la population. (...). Le retard et la dépendance technologiques se traduisent par une réduction de la sécurité et des possibilités économiques du pays et, finalement, par la perte de sa souveraineté. Parce que les nouveaux emplois, les entreprises modernes et une vie attrayante se développeront dans d'autres pays, plus prospères, où iront les jeunes gens instruits et talentueux, ce qui épuisera les pouvoirs vitaux et l'énergie pour développer la société. (...)

Permettez-moi de vous rappeler qu'en 2000, 42 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui représentait près de 30% de la population. En 2012, cet indicateur est tombé à 10%. La pauvreté a légèrement augmenté avec la crise économique. Aujourd'hui, 20 millions de Russes vivent dans la pauvreté. Bien sûr, c'est beaucoup moins que les 42 millions de personnes de l'année 2000, mais c'est encore beaucoup trop. Il y a même des travailleurs qui doivent mener des vies très modestes. (...)

La Russie doit s'affirmer fermement parmi les cinq plus grandes économies mondiales et son PIB par habitant doit croître de 50% jusqu'au milieu de la prochaine décennie. C'est une tâche très difficile. Je suis convaincu que nous sommes prêts à l'accomplir.

Bien entendu, l'espérance de vie est un paramètre d'une importance fondamentale pour évaluer le bien-être des citoyens et du pays. En 2000, la Russie affichait une espérance de vie d'un peu plus de 65 ans, celle des hommes tombant au-dessous de 60 ans. Ces dernières années, la Russie a affiché une augmentation importante de son espérance de vie moyenne, qui est parmi les plus élevées au monde. L'espérance de vie a augmenté de plus de sept ans et se monte actuellement à 73 ans. Mais bien sûr, ce n'est pas suffisant non plus. Aujourd'hui, nous devons nous fixer un tout nouvel objectif. D'ici la fin de la prochaine décennie, la Russie doit rejoindre avec confiance le club des pays affichant une espérance de vie de 80 ans et plus, qui comprend le Japon, la France et l'Allemagne. (...).

Il est important que le développement des villes devienne le moteur de tout le pays. La Russie a un vaste territoire et sa vie active et dynamique ne peut pas être concentrée dans quelques métropoles. Les grandes villes doivent répartir leur énergie et servir de soutien pour le développement territorial équilibré et harmonieux de l'ensemble de la Russie. (...) Nous devons accéder à tout le pays avec des communications avancées. (...) Le pont de Crimée s'ouvrira aux voitures dans quelques mois et aux trains l'année prochaine. Cela stimulera le développement de la Crimée et de toute la région russe de la mer Noire. (...) Dans l'ensemble, ces six prochaines années, nous devons presque doubler les dépenses pour la construction et la réparation des routes. (...)

De grands corridors de transport eurasiens se développent également. Une route pour les véhicules automobiles qui fera partie du corridor Europe-Asie Pacifique est déjà en construction. Nos partenaires chinois et kazakhs impliqués avec nous dans ce projet ont déjà accompli leur part. Leurs sections sont déjà ouvertes, donc nous devons accélérer nos travaux. (...)

La route maritime du Nord sera la clé du développement de l'Arctique et de l'Extrême-Orient russes. En 2025, le trafic de marchandises sur cette route sera décuplé pour atteindre 80 millions de tonnes. Notre but est d'en faire une route de transfert vraiment mondiale et compétitive. Permettez-moi de vous rappeler que la route maritime du Nord était utilisée plus activement à l'époque soviétique comparé à ce que nous avons fait jusqu'à présent. (...)

La Russie doit non seulement devenir la principale plaque tournante mondiale de la logistique et du transport, ce qui est très important, mais aussi un centre mondial pour le stockage, le traitement, le transfert et la protection fiable d'importants volumes d'informations, ce qu'on appelle le Big Data. (...) Nous disposons de toutes les ressources nécessaires pour mettre rapidement en œuvre les technologies 5G et l'internet des objets. (...) Il est de notre devoir de soutenir les entreprises de haute technologie, de procurer aux start-ups un environnement favorable et d'introduire de nouvelles solutions industrielles. Je parle d'une infrastructure conviviale, de systèmes fiscaux, de règlements techniques et de financement du risque. (...)

Nous devons renforcer la supériorité de l'école nationale de mathématiques. Elle donne à la Russie un fort avantage compétitif à l'ère de l'économie numérique. (...) Je propose également de créer les conditions les plus confortables et les plus attrayantes pour que les jeunes gens talentueux issus d'autres pays puissent aussi s'inscrire dans nos universités. Ils viennent déjà étudier ici. Mais nous devons également créer les conditions pour que les meilleurs diplômés étrangers de nos universités travaillent en Russie. (...)

Afin de modifier davantage la structure de l'économie nationale et d'améliorer sa compétitivité, il est impératif (...) d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre sur une nouvelle base technologique, gestionnaire et personnelle. Nous accusons toujours un retard important par rapport à cet indicateur. L'augmentation des investissements est la deuxième source de croissance. Nous avons déjà fixé la tâche de les amener à 25% du PIB, puis à 27%. Malheureusement, cet objectif n'a pas encore été atteint. (...) Enfin, une autre source de croissance est le développement des exportations hors matières premières. (...)

Au début des années 2000, nous étions profondément dépendants des importations alimentaires. La situation a complètement changé. Nous sommes maintenant à l'aube de nouveaux changements. Dans quatre ans à peine, nous prévoyons d'approvisionner davantage les marchés mondiaux que ce que nous importons de l'étranger. (...) Pour que l'économie fonctionne à sa pleine capacité, nous devons (...) nous débarrasser de tout ce qui permet aux fonctionnaires corrompus de faire pression sur les entreprises. En même temps, le droit pénal devrait être strictement appliqué dans le cas (...) d'infractions contre les biens et avoirs détenus par les citoyens, de prises de contrôle illégales, d'évasion fiscale et de détournement de fonds publics. (...)

L'opération en Syrie a prouvé les capacités accrues des forces armées russes. Au cours des dernières années, beaucoup a été fait pour améliorer l'armée et la marine. (...) D'énormes lacunes sont apparues après la désintégration de l'URSS. Toutes ont été réparées. (...)

En 2000, les États-Unis ont annoncé leur retrait du Traité sur les missiles anti-balistiques. La Russie était catégoriquement opposée à cette décision. Nous avons vu le Traité ABM Soviétique-US, signé en 1972, comme la pierre angulaire du système de sécurité international. En vertu de ce traité, les parties avaient le droit de déployer des systèmes de défense antimissile balistique uniquement dans l'une de leurs régions. La Russie a déployé ces systèmes autour de Moscou et les États-Unis autour de la base ICBM de Grand Forks.

(...) Nous avons fait de notre mieux pour dissuader les Américains de se retirer du traité. Tout à fait en vain. Les États-Unis se sont retirés du traité en 2002. (...)

Les raisons derrière cette position sont évidentes. Après l'effondrement de l'URSS, la Russie, connue sous le nom d'URSS ou de Russie soviétique à l'étranger, a perdu 23,8% de son territoire national, 48,5% de sa population, 41% de son PIB, 39,4% de son potentiel industriel, (...) ainsi que 44,6% de sa capacité militaire en raison de la division des forces armées soviétiques entre les anciennes républiques soviétiques. L'équipement militaire de l'armée russe devenait obsolète et les forces armées étaient dans un état pitoyable. Une guerre civile faisait rage dans le Caucase (...).

Pendant un certain temps, la question n'était pas de savoir si nous serions en mesure de développer un système d'armes stratégiques – certains se demandaient si notre pays serait même en mesure de stocker et de conserver en toute sécurité les armes nucléaires dont nous avons hérité après l'effondrement de l'URSS. La Russie avait d'énormes dettes, son économie ne pouvait fonctionner sans des prêts du FMI et de la Banque mondiale ; la politique sociale était impossible à soutenir. Apparemment, nos partenaires ont eu l'impression qu'il était impossible pour notre pays, dans un avenir prévisible, de relancer son économie, son industrie, son industrie de défense et ses forces armées à des niveaux soutenant le potentiel stratégique nécessaire. Et si tel est le cas, il est inutile de tenir compte de l'opinion de la Russie, il est nécessaire de poursuivre l'ultime avantage militaire unilatéral afin de dicter les termes à l'avenir, dans toutes les domaines. (...) En 2010, la Russie et les États-Unis ont signé le nouveau traité START, contenant des mesures pour la réduction et la limitation des armes offensives stratégiques. Cependant, à la lumière des projets de construction d'un système mondial de missiles anti-balistiques, qui sont toujours en cours aujourd'hui, tous les accords signés dans le cadre du nouveau START commencent à être progressivement dévalués car pendant que le nombre de vecteurs porteurs et d'armes se réduit, l'une des parties, à savoir les États-Unis, s'autorise une croissance constante et incontrôlée du nombre de missiles anti-balistiques, améliore leur qualité et crée de nouvelles zones de lancement de missiles. Si nous ne faisons rien, cela aboutira finalement à la dévaluation complète du potentiel nucléaire de la Russie. Cela signifie que tous nos missiles pourraient tout simplement être interceptés. (...) De nouveaux systèmes de défense antimissile ont été installés en Alaska et en Californie ; à la suite de l'expansion de l'OTAN à l'est, deux nouvelles zones de défense antimissile ont été créées en Europe occidentale : une a déjà été créée en Roumanie, alors que le déploiement du système en Pologne est maintenant presque achevé. Leur gamme continuera d'augmenter ; de nouvelles zones de lancement doivent être créées au Japon et en Corée du Sud. (...)

Comment la Russie répondra-t-elle à ce défi ? (...) Nous nous sommes lancés dans le développement de la prochaine génération de missiles. Nous l'avons appelée Sarmat (...) Sarmat sera équipé d'un large éventail de têtes nucléaires puissantes, y compris hypersoniques, et les moyens les plus modernes d'échapper à la défense antimissile. (...)

J'estime nécessaire de souligner que la puissance militaire croissante de la Russie est une garantie solide de la paix mondiale car cette puissance préserve et maintiendra la parité stratégique et l'équilibre des forces dans le monde, qui, comme on le sait, a été et reste un facteur clé de la sécurité internationale après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours. (...) Nous observons le droit international et croyons au rôle central inviolable de l'ONU. Ce sont les principes et les approches qui nous permettent de construire des relations fortes, amicales et égalitaires avec la majorité absolue des pays.

Notre partenariat stratégique global avec la République populaire de Chine en est un exemple. La Russie et l'Inde bénéficient également d'une relation stratégique spéciale privilégiée. (...) La Russie est largement impliquée dans les organisations internationales. Avec nos partenaires, nous faisons progresser des associations et des groupes tels que l'OTSC, l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS. Nous faisons la promotion d'un programme positif à l'ONU, au G20 et à l'APEC. Nous sommes intéressés par une coopération normale et constructive avec les États-Unis et l'Union européenne. Nous

espérons que le bon sens prévaudra et que nos partenaires opteront pour un travail honnête sur un pied d'égalité. (...) La Russie et ses partenaires de l'Union économique eurasiennne cherchent à faire un groupe d'intégration mondialement compétitif. L'agenda de l'UEE comprend la construction d'un marché commun pour l'électricité, le pétrole, les produits pétroliers et le gaz, l'harmonisation des marchés financiers et la mise en relation de nos autorités douanières.

Nous devons être audacieux dans nos plans et nos actions, prendre des responsabilités et des initiatives, et devenir plus forts (...) Ce n'est qu'alors que la prochaine décennie et l'ensemble du XXI^{ème} siècle seront sans aucun doute l'âge des triomphes exceptionnels pour la Russie et notre succès commun. Je crois que ce sera le cas.

Adresse annuelle de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale, 1^{er} mars 2018, disponible sur <https://www.mondialisation.ca/discours-de-poutine-allocation-a-lassemblee-federale-le-1er-mars-2018/5623666>